

► Enseignement : les trois universités normandes en réflexion

Fusion : ça coince déjà !

■ Les trois universités normandes, Rouen, Caen et Le Havre, vont-elles fusionner ? Un processus de réflexion est engagé par les présidents.

■ Les syndicats sont déjà vent debout, redoutant notamment un effet sur l'emploi.

■ Au Havre, plus jeune et plus petite des trois universités normandes, la perspective d'une fusion est accueillie froidement.



La faculté de Rouen sur le site Pasteur (photo archives Paris-Normandie)

Alors qu'après une première réunion vendredi dernier à Rouen, les présidents des universités de **Rouen** et de **Caen** doivent annoncer jeudi prochain leur rapprochement, les syndicats de l'Éducation nationale sont vent debout. Dans un communiqué, la FSU rappelle que « depuis un an, des informations imprécises circulent au sein des universités et des écoles d'ingénieurs normandes. Elles font suite à une forme de chantage exercé par la Région Normandie sur les établissements membres de la ComUE [N.D.L.R : Universités de Caen, du Havre, de Rouen, INSA de Rouen, ENSI-CAEN, ENSA Normandie] leur reprochant leur

manque d'intégration pour obtenir des financements dans le cadre des appels à projets gouvernementaux. » Aujourd'hui, alors que le rapprochement se précise, la FSU dénonce le projet de fusion « des trois universités ou seulement celles de Caen et de Rouen en cas de désaccord de celle du Havre » et rappelle « que la communauté universitaire est pour l'essentiel tenue à l'écart de ces projets et qu'aucune délibération n'a jamais été votée dans aucune des instances des établissements, des initiatives sont prises par les présidents des universités de Caen et de Rouen d'une part, par le président de la ComUE d'autre part. »

La FSU dénonce ainsi le fait que lors de ces

« Premières Assises Universitaires Rouen-Caen : Ensemble vers une Université de Normandie » le 5 octobre à Rouen et le 11 octobre à Caen, « seuls sont invités les élus dans les conseils centraux et les directeurs de composantes, de services et de fédérations de recherche, mais pas les personnels, ni les partenaires des établissements membres de la ComUE. »

L'organisation syndicale révèle par ailleurs que lors du dernier conseil d'administration de la ComUE, conseil extraordinaire, qui s'est déroulé le 24 septembre à Caen, trois scénarii ont été présentés et débattus : la politique de site organisée autour d'une université née de la

fusion de deux ou trois des universités actuelles ; le maintien de la ComUE Normandie Université, chef de file ; une expérimentation associant universités et écoles volontaires pour une intégration renforcée.

« Le premier scénario, celui d'une fusion des universités, n'a été défendu que par les présidents des universités de Caen et de Rouen », souligne la FSU, ajoutant que « le président de la ComUE, le président de l'université du Havre, ainsi que le directeur de l'Insa se sont exprimés en faveur du scénario 2 ou du troisième, afin de maintenir le cadre de coopération existant entre les différents établissements. »

ET L'UNIVERSITÉ DU HAVRE DANS TOUT ÇA ?

Après les assises organisées vendredi dernier à Rouen et jeudi prochain à Caen, « il a été convenu qu'une réunion se tiendrait au Havre le 15 novembre » sur l'organisation régionale de l'enseignement supérieur normand, indique le président de l'université havraise, **Pascal Reghem**. Réunion à laquelle devraient participer les présidents de Caen et de Rouen, **Pierre Denise** et **Joël Alexandre**, mais aussi à laquelle sera associé, à la différence des deux autres journées précédemment citées, l'ensemble de la communauté universitaire.

Pascal Reghem y tient : au **Havre**, faute d'information, cette dernière s'est montrée jusqu'à présent « plutôt inquiète, voire en opposition » avec l'idée d'une fusion universitaire, rappelle-t-il. Lui-même se dit « loin d'être convaincu » : « Oui, il faut aller plus loin que la ComUE Normandie université, mais cela ne passe pas obligatoirement par une fusion. » Les expériences existantes ont été menées à l'échelle de métropoles, et non de régions entières - « même si la Normandie reste une petite région » -, souligne-t-il au passage.

Et s'il n'est pas question d'éluder les intérêts évidents qui poussent



Pascal Reghem

Caen et Rouen vers une plus étroite collaboration - le paramédical et la santé, notamment -, le président de l'université havraise met en garde contre les tentatives de leadership qui pourraient se dessiner d'un côté ou de l'autre.

Pour autant, l'établissement havrais, à la taille beaucoup plus modeste que ses voisins, peut-il se permettre de rester spectateur de leur union ? « Dans la région Grand Est, Mulhouse a conservé son périmètre et ses spécificités », répond Pascal Reghem, certain qu'il existe des alternatives qui peuvent garantir tout autant la cohésion de l'enseignement supérieur normand.

Attentif, aussi, à ce que la position désormais isolée

du Havre n'incite pas les pouvoirs publics à lui forcer la main. Selon le bilan social 2017, l'université du Havre (hors grandes écoles) comptait 7 942 étudiants. Au 15 janvier 2018, celle (hors grandes écoles également) de Rouen en comptait 28 781. Ils étaient 28 931 à l'université de Caen pour l'année 2017/2018.

T. D.

t.dubois@presse-normande.com

Trois scénarii qui font débat

Les élus représentant des personnels, notamment ceux de la FSU, se sont exprimés contre les scénarii 1 et 3, « contre une fusion qui conduirait à des réorganisations préjudiciables aux personnels et plus généralement à l'exercice des missions de service public, mais aussi contre la mise en œuvre d'une expérimentation qui pourrait permettre de déroger complètement aux règles de collégialité qui fondent le fonctionnement des universités depuis 1968. » La FSU a donc interpellé les présidents d'université pour leur demander d'organiser un débat public avec les personnels et les étudiants, ainsi que la mise en place d'une consultation de la communauté universitaire. Des réunions syndicales à destination de tous les personnels dans les universités de Caen, Rouen et Le Havre doivent avoir lieu au cours des prochaines semaines. Une fusion programmée qui n'a pas fini de faire des remous.

A. L.

a.lemarchand@presse-normande.com